

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 16 avril 2026

Le FMI a relevé à 1,6 % sa prévision de croissance pour le Mexique en 2026, tout en soulignant que les risques géopolitiques liés à la situation au Moyen-Orient demeurent un facteur clé d'incertitude.

Cette révision à la hausse de 0,1 point par rapport à la précédente estimation s'inscrit dans un scénario de reprise graduelle après le ralentissement observé en 2025, attribué au resserrement budgétaire, au maintien de conditions monétaires restrictives et aux tensions commerciales. La dynamique attendue reste néanmoins modérée, reflétant une normalisation progressive de l'activité.

L'institution prévoit par ailleurs une inflation convergeant vers la cible de la banque centrale à moyen terme, à 3,9 % en 2026 puis 3,4 % en 2027, dans un contexte de désinflation graduelle. Elle souligne toutefois que les risques inflationnistes demeurent élevés, notamment en raison de chocs exogènes sur les prix de l'énergie.

Au niveau mondial, le FMI met en avant un environnement de croissance plus fragile, marqué par des tensions commerciales persistantes et des incertitudes géopolitiques, susceptibles d'affecter les prix des matières premières et les conditions financières internationales.

LE CHIFFRE A
RETENIR

1,6 %

Prévision de croissance du
Mexique pour 2026
WEO Avril / FMI

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Fitch a confirmé la note souveraine du Mexique à « BBB- » avec perspective stable, mettant en avant la solidité du cadre macroéconomique tout en soulignant des contraintes structurelles persistantes. La notation repose sur une gestion macroéconomique prudente, des comptes extérieurs solides et une économie diversifiée. Toutefois, ces atouts sont contrebalancés par une croissance potentielle modérée, des faiblesses en matière de gouvernance et des contraintes budgétaires persistantes, liées notamment à une assiette fiscale limitée, à des rigidités de dépenses et aux engagements contingents associés à Pemex. Dans ce contexte, Fitch anticipe une croissance de 1,7 % en 2026, dans un environnement marqué par une reprise encore graduelle. Sur le plan budgétaire, l'ajustement devrait rester progressif et contraint, en raison du poids des dépenses sociales, de la préservation de l'investissement public et des marges limitées pour accroître les recettes sans réforme fiscale. La trajectoire de dette est jugée soutenable, mais sensible aux conditions macroéconomiques. Les risques liés à Pemex continuent par ailleurs de peser sur les finances publiques, dans un contexte de besoins de soutien récurrents. Enfin, l'environnement inflationniste incertain complexifie la conduite de la politique monétaire. Dans l'ensemble, la perspective stable reflète une résilience relative de l'économie mexicaine, malgré des vulnérabilités structurelles susceptibles de limiter son potentiel de croissance à moyen terme.

Selon l'OMC, le Mexique aurait conservé en 2025 sa 10^{ème} place parmi les principaux exportateurs mondiaux de biens, à un niveau proche de celui de la France, malgré un environnement commercial plus incertain. L'écart avec la 9^{ème} position reste limité (environ 3 Md USD), mais la concurrence s'intensifie, notamment avec plusieurs économies asiatiques enregistrant des croissances rapides. À l'échelle mondiale, le classement demeure dominé par la Chine, les États-Unis et l'Allemagne, dans un contexte de recomposition des flux commerciaux. Le recul marqué des échanges directs entre les États-Unis et la Chine s'est accompagné d'un redéploiement partiel via des pays tiers, contribuant à soutenir la dynamique globale. Cette évolution souligne une fragmentation encore incomplète des échanges, davantage structurée par les secteurs que par des blocs géographiques. Dans ce contexte, la performance du Mexique apparaît relativement résiliente. L'économie a été affectée par les incertitudes liées à la politique commerciale américaine, mais ces effets ont été partiellement compensés par la solidité de la demande interne, le dynamisme des exportations hors automobile et une intégration renforcée dans les chaînes de valeur régionales

via le T-MEC. Par ailleurs, les dynamiques sectorielles ont été contrastées en 2025 : progression du commerce agricole, recul des ressources naturelles sous l'effet des prix de l'énergie, et expansion soutenue du secteur manufacturier, en particulier des biens d'équipement. Dans ce contexte, le Mexique devrait continuer de bénéficier de son positionnement dans les chaînes de valeur industrielles nord-américaines, soutenant ses performances à l'export.

Sectoriel

Le 12 avril, Claudia Sheinbaum a inauguré à Huamantla (État de Tlaxcala) le premier site du programme des Pôles de développement économique pour le bien-être (PODECOBI), pierre angulaire du Plan México. Déployé sur 53 hectares, le site mobilise un investissement de 540 M USD et ambitionne la création de plus de 5 000 emplois directs et indirects. Situé à la jonction des axes Puebla–Perote et Arco Norte, le pôle bénéficie d'un positionnement logistique stratégique, facilitant l'accès aux principaux marchés du centre du pays. Il vise à structurer un tissu productif orienté vers des secteurs à forte intensité capitaliste (textile technique, métallurgie, ingénierie mécanique, équipements électriques et matériel de transport) avec une insertion ciblée dans les chaînes de valeur automobiles et logistiques nord-américaines. Les PODECOBI s'inscrivent dans une logique de zones industrielles intégrées, combinant investissements en infrastructures, simplification administrative et incitations fiscales ciblées. Ce cadre vise une compression des coûts d'implantation, une accélération des processus décisionnels et une maximisation des effets d'agglomération, afin de catalyser l'implantation d'activités à plus forte intensité technologique et à valeur ajoutée accrue.

Le gouvernement de l'État de Mexico a engagé une opération de remise à niveau du boulevard Teotihuacán–Maquixco, mobilisant un investissement d'environ 3,3 M USD, dans une logique de modernisation ciblée des infrastructures routières. Cette opération s'inscrit dans le programme « Año de las Obras 2026 », visant à intensifier l'investissement public territorial en faveur de la consolidation des réseaux routiers. Le projet combine un recalibrage de la voirie avec l'intégration d'aménagements dédiés aux mobilités douces, dans une logique d'amélioration de la connectivité locale. L'intervention contribue au désenclavement fonctionnel d'une zone à forte valeur patrimoniale, en facilitant notamment l'accès au site archéologique de Teotihuacán, pôle structurant du tourisme régional. Elle vise également à soutenir le développement d'activités commerciales et de services, en lien avec l'augmentation attendue des flux de visiteurs. La phase d'exécution a d'ores et déjà généré 1 877 emplois directs et indirects.

Finances publiques

Le gouvernement mexicain a annoncé des coupes ciblées dans les dépenses publiques afin de maintenir les subventions aux carburants, dont le coût est estimé à environ 5 Md MXN par semaine (environ 290 M USD), dans un contexte de tensions sur les prix internationaux de l'énergie. Cette orientation vise à limiter la transmission de la hausse des cours pétroliers aux prix domestiques de l'essence et du diesel, afin de contenir les pressions inflationnistes et de préserver le pouvoir d'achat des ménages. Les autorités précisent que les ajustements budgétaires concerneront des postes non prioritaires, sans remise en cause des programmes sociaux ni des secteurs stratégiques tels que la santé, l'éducation ou l'investissement public. La stratégie s'accompagne d'un suivi renforcé des finances publiques pour garantir l'équilibre budgétaire, ainsi que d'un dialogue accru avec les acteurs du secteur énergétique et d'une surveillance des pratiques tarifaires. Des mesures visant à réduire certains coûts, notamment les commissions sur les paiements électroniques en station-service, sont également envisagées. Les autorités reconnaissent néanmoins des effets de diffusion sur les prix, en particulier alimentaires, ce qui renforce la nécessité d'un arbitrage entre soutien budgétaire, discipline des finances publiques et maîtrise de l'inflation.

Fitch estime que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient pourraient accentuer les pressions à la hausse sur les prix des carburants au Mexique, avec des effets à la fois budgétaires et inflationnistes. L'agence souligne en effet que la hausse des prix du pétrole, observée dans un contexte de tensions autour des flux énergétiques internationaux, déclenche les dispositifs de soutien aux carburants, entraînant un coût budgétaire significatif. Dans ce contexte, Fitch anticipe pour 2026 une baisse des recettes de l'IEPS sur les carburants, résultant de l'intensification des mécanismes de subvention visant à contenir la hausse des prix domestiques de l'énergie. Par ailleurs, les recettes pétrolières supplémentaires seraient en grande partie absorbées par le coût des subventions, réduisant ainsi la capacité habituelle des mécanismes de transferts budgétaires à jouer leur rôle stabilisateur. L'agence souligne que la sensibilité des finances publiques aux chocs énergétiques reste élevée, malgré la diminution du poids des revenus pétroliers dans les recettes fédérales. Sur le plan macroéconomique, ces tensions pourraient se traduire par des pressions inflationnistes temporaires, avec des effets sur le pouvoir d'achat, partiellement atténués par la politique monétaire. Dans un scénario de prolongation du conflit, une hausse durable des prix du pétrole constituerait un risque supplémentaire pour les finances publiques, en pesant sur les marges budgétaires et la stabilité des recettes.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	16/04/2026
Bourse (IPC)	-0,84%	32,27%	69 634,71 points
Change MXN/USD	-0,35%	-13,39%	17,28
Change MXN/EUR	0,15%	-10,44%	20,34
Prix du baril mexicain	-1,11%	52,25%	88,81

Amérique centrale

Costa Rica

Les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) au Costa Rica auraient atteint **5,12 Mds USD en 2025** selon la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). Les Etats-Unis resteraient le principal investisseur au Costa Rica (54,8 % des flux entrants). Toutefois, l'origine des nouveaux projets d'investissement serait plus diversifiée : 29 des 55 nouveaux projets en 2025 proviendraient d'autres pays que les Etats-Unis (Suisse, Mexique et Colombie notamment). Les flux d'IDE se seraient principalement concentrés dans le régime spécial des zones franches (66,4 %). L'industrie manufacturière resterait le secteur attirant le plus d'IDE (3,87 Mds USD), portée notamment par les réinvestissements d'entreprises du secteur des dispositifs médicaux. Au total, entre 2023 et 2025, le pays aurait attiré 175 nouvelles entreprises et plus de 500 réinvestissements.

Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), la productivité du Costa Rica demeurerait relativement faible, bien que le pays parvienne progressivement à réduire l'écart qui le sépare des autres pays membres. L'organisation mettrait en évidence une stagnation de l'emploi total et une baisse du taux de participation, malgré une dynamique soutenue d'investissement et un rapprochement des niveaux de revenus vers ceux des

économies avancées. Parmi les limites identifiées, il existerait un décalage entre les compétences recherchées par le secteur privé et celles disponibles sur le marché du travail, ainsi qu'un taux d'activité des femmes relativement faible par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Le déficit d'infrastructures - et en particulier le sous-investissement dans les infrastructures de transport - constituerait également un frein à la compétitivité. Enfin, l'OCDE recommanderait une réforme du marché national de l'électricité ainsi qu'une accélération de la transformation numérique, deux leviers essentiels pour la croissance.

El Salvador

Au Salvador, le recul des investissements directs étrangers (IDE) en 2025 met en évidence des fragilités persistantes de l'attractivité économique, selon plusieurs analystes. Malgré des incitations fiscales et des avancées en matière de sécurité, les flux d'investissement demeurent limités et concentrés dans des secteurs peu diversifiés, principalement l'immobilier et le tourisme. À l'inverse, certains secteurs structurants enregistrent des replis, notamment l'industrie (-45 M USD) et les télécommunications, qui affichent un solde négatif. Ces évolutions reflètent des contraintes structurelles, en particulier en matière d'infrastructures et de lisibilité des politiques industrielles, qui continuent de freiner l'attraction de capitaux productifs. Elles illustrent plus largement les difficultés du pays à élargir sa base d'investissement et à diversifier ses moteurs de croissance.

Guatemala

Au Guatemala, le secteur bancaire presse le Congrès d'adopter avant fin avril la loi anti-blanchiment jugée clé pour éviter des sanctions internationales. Le projet vise à moderniser le cadre de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, dans un contexte d'évaluation imminente par les instances régionales. Un retard pourrait compromettre l'accès au grade d'investissement et affecter le système financier, notamment les flux de *remesas*. Le secteur anticipe une entrée en vigueur dès août 2026. L'adoption de la loi est ainsi perçue comme un enjeu critique de crédibilité économique.

Honduras

Le gouvernement hondurien a approuvé et transmis au Congrès un projet de budget 2026 de 444,3 Md L (environ 18 Md USD), en légère baisse, dans une optique de consolidation budgétaire. Adopté le 8 avril, ce projet s'inscrit dans une stratégie visant à contenir le déficit et à améliorer l'efficacité de la dépense

publique. Il intègre un ajustement notable par rapport à la proposition initiale ainsi qu'au budget 2025. Le texte vise par ailleurs à mettre fin à une phase transitoire durant laquelle le pays fonctionnait sans budget actualisé. Les autorités indiquent vouloir préserver les secteurs prioritaires tout en renforçant la stabilité macroéconomique.

Nicaragua

Les premiers financements chinois au Nicaragua ont atteint 90 M USD en 2025, soit environ 7 % du programme d'investissement public, marquant une concrétisation encore limitée des engagements annoncés. Ces fonds sont principalement orientés vers le projet d'aéroport de Punta Huete (estimé à 517 M USD), ainsi que vers certaines infrastructures énergétiques et de gestion des urgences. Malgré des annonces cumulées dépassant 1,5 Md USD, les décaissements demeurent graduels. Ce décalage entre engagements et réalisations effectives souligne une montée en puissance progressive de la coopération financière avec Pékin, mais aussi des contraintes de mise en œuvre qui en limitent, à ce stade, l'impact macroéconomique.

Le tourisme nicaraguayen aurait stagné en 2025, avec 1,07 million de visiteurs (-0,9 %), malgré une progression des recettes à 527 M USD (+3 %). Cette hausse des revenus s'explique par un panier de dépenses moyen plus élevé, qui compense la baisse de la fréquentation et la réduction de la durée des séjours. Le secteur reste toutefois nettement en deçà de son niveau pré-pandémique, avec près de 1,95 million de touristes enregistrés en 2017. Les contraintes structurelles, le déficit de promotion et les avertissements internationaux continuent de peser sur la reprise, limitant ainsi la contribution du tourisme aux entrées de devises.

Panama

Environ 215 000 touristes auraient visité le Panama en 2025 grâce au programme « Stopover » de Copa Airlines, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2024. Avec ce programme, la compagnie aérienne capitalise sur la position stratégique du Panama en tant que hub régional, en proposant aux passagers en transit la possibilité de séjourner quelques jours sans surcoût sur le billet. En rallongeant ainsi leur séjour, les touristes dépenseraient davantage localement, ce qui générerait des retombées économiques pour l'ensemble du secteur touristique - dans la capitale mais aussi dans les provinces. En effet, afin de décentraliser le tourisme et d'inciter les visiteurs à se déplacer dans d'autres régions du Panama, la compagnie aurait récemment étendu la durée de séjour du programme de 7 jours à 15 jours. Le programme « Stopover » s'inscrit dans la stratégie d'attractivité portée par l'Autorité du tourisme du Panama.

Les transactions réalisées sur le marché boursier panaméen auraient dépassé les 2,4 Md USD en 2025. De plus en plus d'entreprises recourraient au marché boursier pour se financer, et la Superintendance du Marché Boursier (SMV) aurait recensé plus de 2 300 participants au marché à fin 2025. De plus, 55 % des transactions réalisées l'année dernière proviendraient de nouveaux émetteurs, ce qui témoigne de l'attractivité du marché boursier panaméen. En parallèle, la SMV, en coordination avec les acteurs du secteur, finaliserait un projet de réforme législative à soumettre au ministère de l'Économie et des Finances (MEF). L'objectif est de moderniser le cadre réglementaire, la loi en vigueur depuis 1999 étant jugée insuffisamment adaptée aux évolutions des standards internationaux, des modèles d'affaires et des technologies financières.

Caraïbes

Cuba

Iberia suspend ses vols directs vers Cuba. Confrontée à une pénurie sans précédent de kérosène sur l'île et à une demande en berne, Iberia a annoncé suspendre à partir de juin 2026 sa liaison directe entre Madrid et La Havane, au moins jusqu'en novembre. Au cours du mois d'avril, la compagnie maintiendra trois fréquences hebdomadaires, avant de réduire son programme à deux vols par semaine en mai. Iberia maintient toutefois la vente de billets pour des vols à partir du mois de novembre, période à laquelle elle prévoit de reprendre la liaison, sous réserve d'une amélioration des conditions. Pendant la durée de cette suspension, les passagers pourront rejoindre Cuba via Panama City, grâce à un accord de partage de code avec Copa Airlines. D'autres compagnies aériennes, dont Air France, ont également ajusté leurs opérations vers Cuba ces derniers mois, dans un contexte marqué par la baisse de la demande et les difficultés opérationnelles sur l'île.

Dominique

Face aux tensions internationales et à la hausse des prix de l'énergie, le Parlement de la Dominique aurait approuvé la prolongation, jusqu'à fin juillet, des exonérations de TVA et de droits de douane sur les produits de première nécessité. Cette mesure avait initialement été mise en place en octobre 2025 en raison d'une inflation importée jugée « au-dessus de la normale », dans un pays fortement dépendant des importations. Alors que le gouvernement envisageait initialement d'y mettre fin, il a finalement décidé de la reconduire au regard de la récente remontée des prix. Cela concerne principalement les denrées alimentaires de base et certains produits du quotidien.

Haïti

En mars 2026, les recettes douanières haïtiennes ont dépassé 12,4 Mds HTG (environ 95 M USD), en hausse de 39 % g.a. et de 83 % par rapport à mars 2024, traduisant une nette amélioration de la performance de l'administration douanière. Les encaissements ont par ailleurs excédé de 7 % les prévisions du ministère haïtien de l'Économie et des Finances, signalant une dynamique plus favorable qu'anticipé. Cette progression s'inscrit notamment dans le cadre des réformes engagées avec l'appui du FMI et reflète à la fois des avancées en matière de modernisation technologique et de renforcement du cadre réglementaire. Parmi les mesures récentes, la circulaire n°001 du 25 mars 2025 interdit désormais l'entrée de marchandises via le territoire dominicain aux postes frontaliers terrestres. Les importations concernées doivent transiter par voie maritime et être traitées par les bureaux de douane compétents, contribuant ainsi à une meilleure traçabilité et à la sécurisation des recettes.

République Dominicaine

La Banque Centrale de la République dominicaine (BCRD) a indiqué un taux d'inflation de 4,63 % g.a. pour le mois de mars 2026. Ce taux est en baisse par rapport au taux de 4,98 % et de 4,67 %, respectivement observés en janvier et février. En rythme mensuel, l'indice des prix à la consommation progresse de 0,27 %, après 0,03 % en février, une évolution toutefois conforme aux tendances observées au cours des douze derniers mois. La hausse des prix est principalement tirée par le poste transports (+0,99 %), avec un impact plus marqué sur les ménages du dernier quintile. À l'inverse, les prix des aliments et boissons non alcoolisées reculent de 0,15 %, reflétant une normalisation de l'offre après les perturbations climatiques de fin 2025.

Alors que le conflit au Moyen-Orient et les tensions inflationnistes associées faisaient craindre un repli des envois de fonds (*remesas*), ceux-ci ont fortement rebondi en mars 2026, avec une hausse de 29,5 % g.m. pour atteindre 1,15 Md USD. La Banque centrale avait initialement attribué la baisse observée en février à la hausse des prix des carburants, notamment aux États-Unis. Toutefois, les transferts en provenance de ce pays - qui représentent 84,2 % du total - ont progressé en mars, malgré la poursuite de la hausse des prix énergétiques. Au-delà de cette volatilité mensuelle, la tendance sous-jacente reste orientée à la hausse, avec une progression de 1,9 % g.a. des remesas entre le T1 2026 et le T1 2025.

Trinité-et-Tobago

La Banque mondiale prévoirait une croissance de 0,7 % en 2026 et de 3,2 % en 2027, largement soutenue par la reprise du secteur énergétique. Selon le ministre

de l'Energie trinidadien, cette dynamique serait attribuée à l'augmentation de la production de pétrole, la stabilisation de la production de gaz et les avancées de plusieurs projets énergétiques - dont le projet gazier Manatee Plus. En parallèle, les autorités chercheraient à diversifier les sources d'approvisionnement, notamment avec le Venezuela : la Première ministre aurait confirmé l'envoi prochain d'une délégation à Caracas pour négocier des accords énergétiques. En outre, l'entreprise Shell a fait part de son intention d'utiliser l'usine de liquéfaction de gaz naturel Atlantic LNG pour traiter le gaz provenant des eaux du Venezuela, si les discussions en cours aboutissent. La remise en service d'une unité de production actuellement à l'arrêt depuis 2020 serait également envisagée pour absorber ces volumes additionnels.

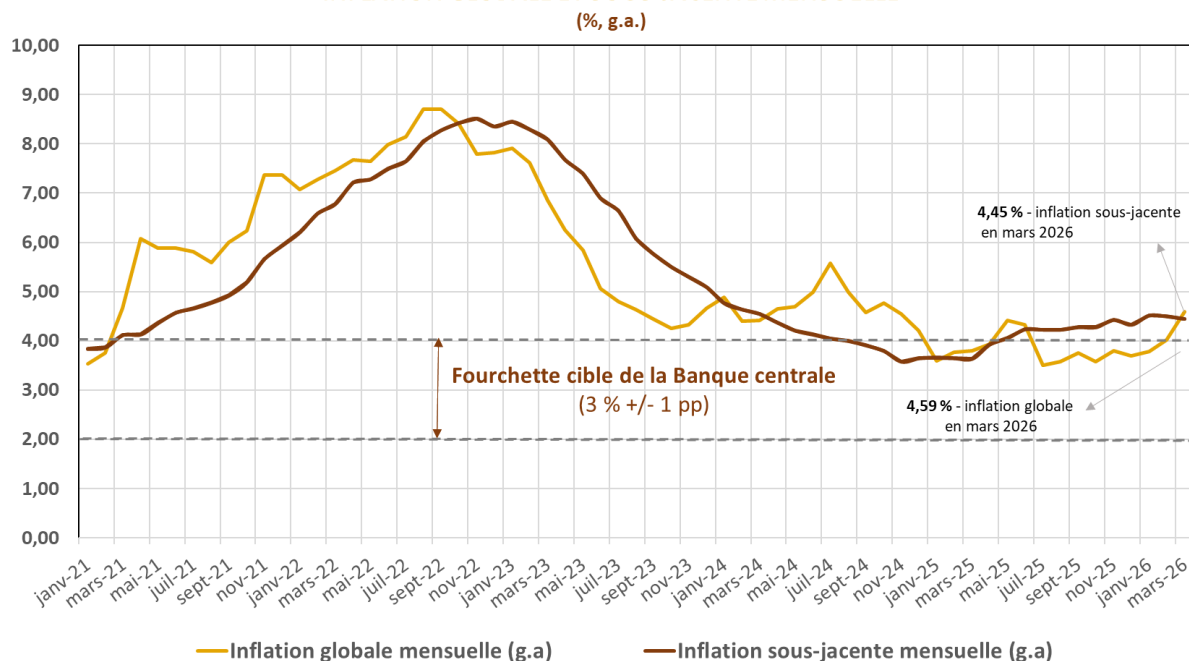
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,75%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,75%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

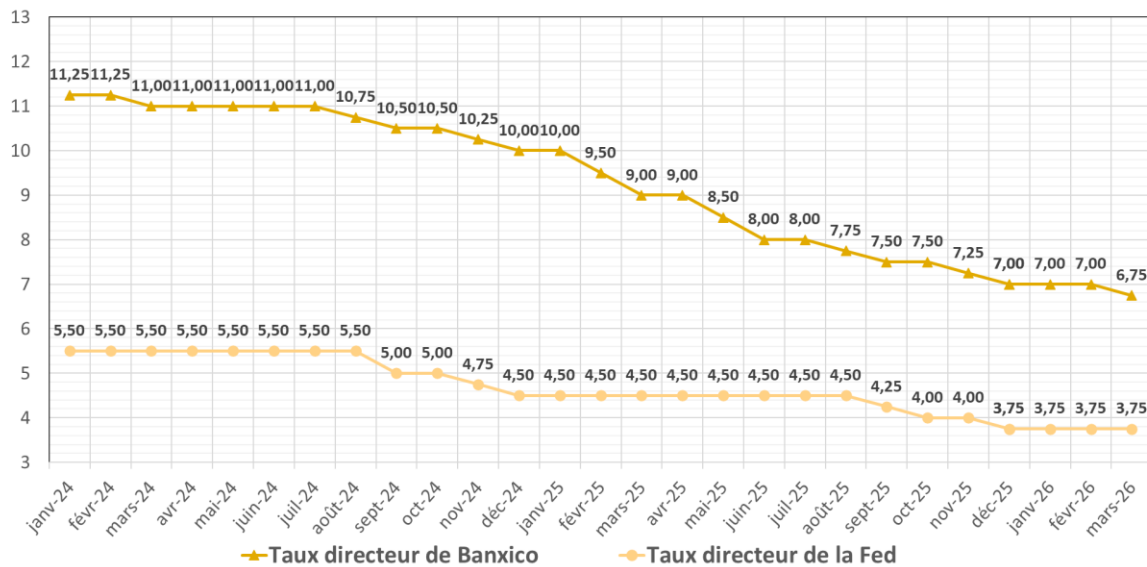


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300

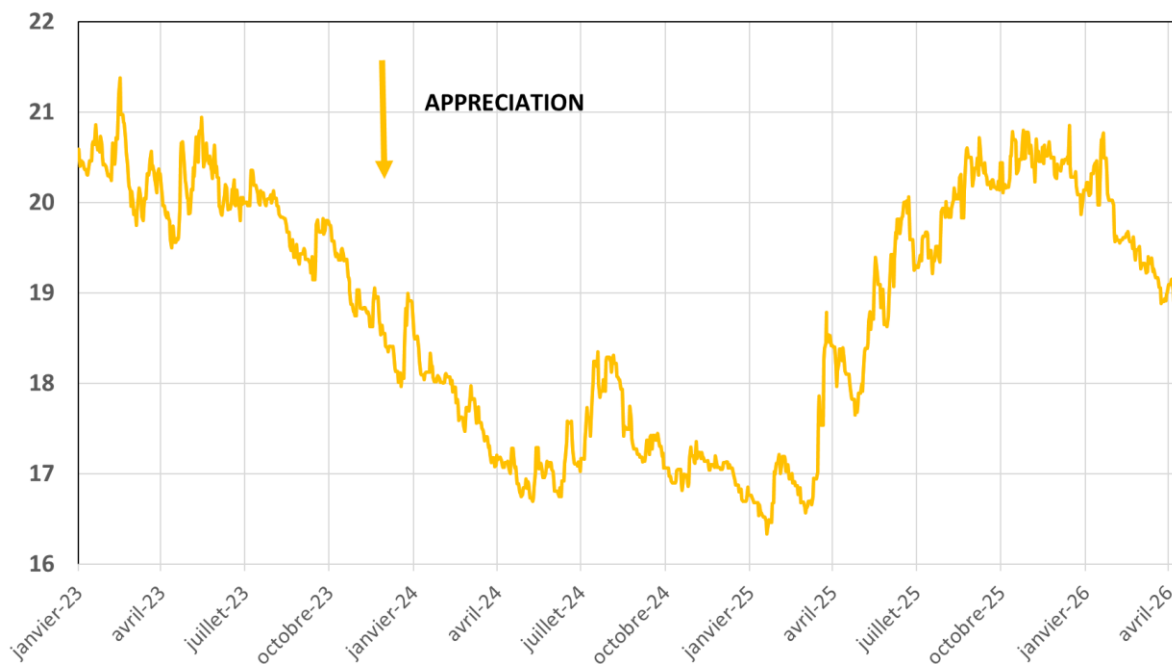
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)

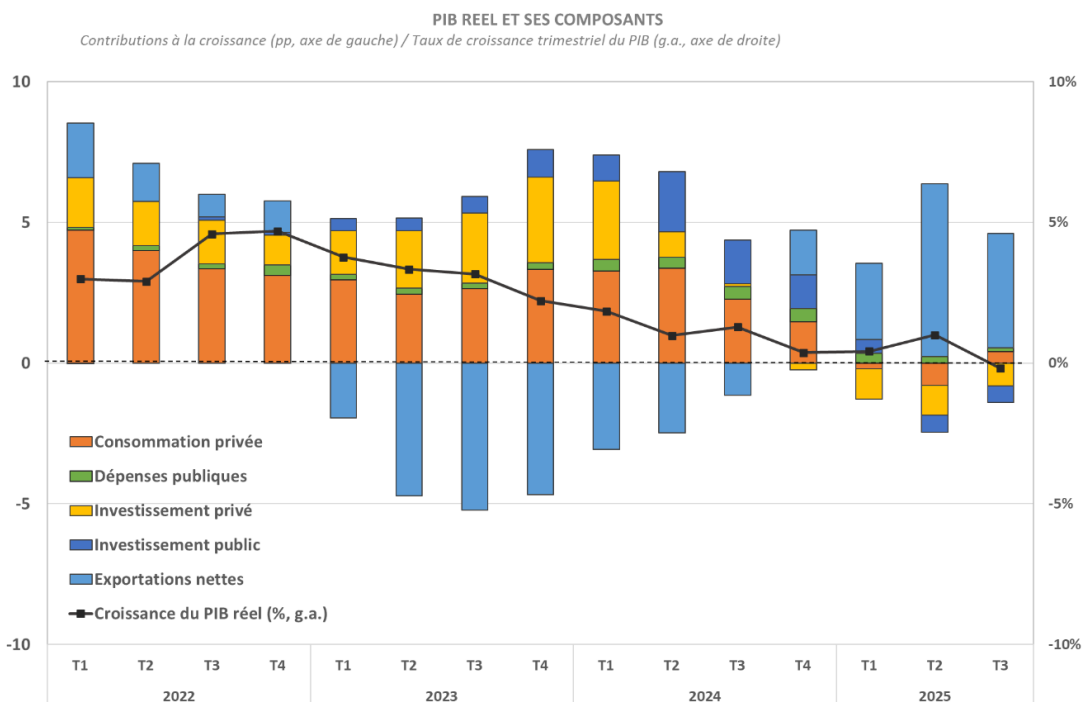


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

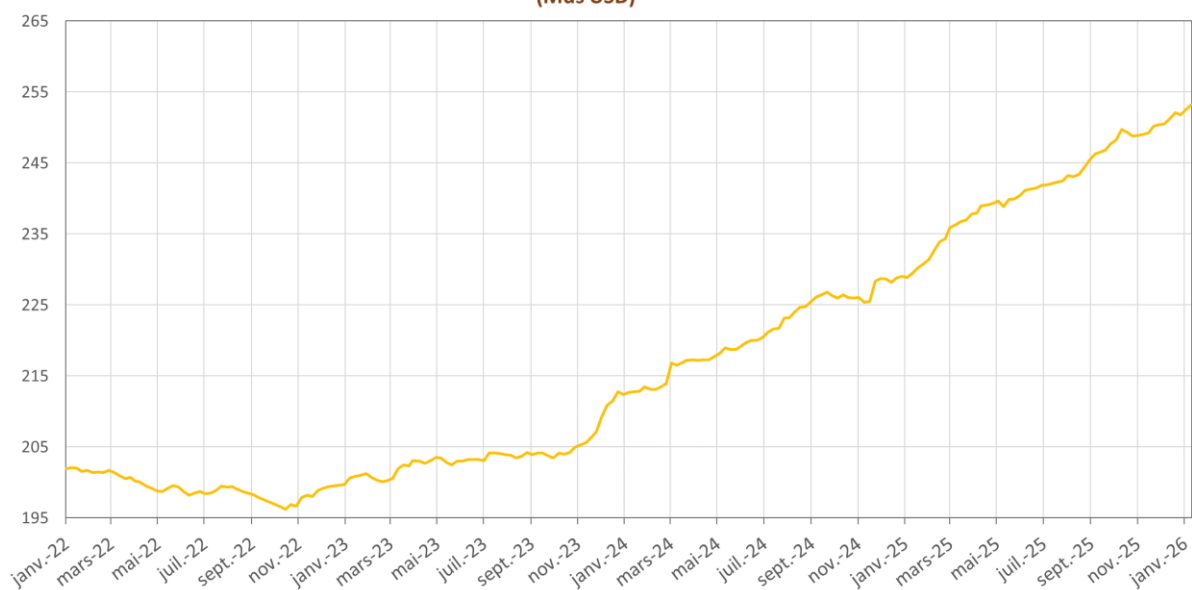


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtrésor.gouv.fr